

## Situation économique et financière de France Travail : ce n'est pas ce qu'on veut !

Le budget 2024-2025 de France Travail subit de plein fouet la politique d'austérité du gouvernement. Avec plus de 4 milliards d'euros de coupes prévues au ministère du Travail (par l'ex-ex-précédent gouvernement), les services publics sont étranglés alors que les plans sociaux se multiplient et que le chômage repart à la hausse. Les milliards promis par le ministre Dussopt pour France Travail n'étaient qu'un mirage : **en trois ans, l'État s'est désengagé à hauteur de plus de 770 millions d'euros**, ponctionnant les fonds propres de l'établissement et sa capacité à répondre aux besoins des usager.es.

Aujourd'hui encore, l'UNEDIC finance l'essentiel du budget de France Travail, à hauteur de 71,6 %. La CGT dénonce une nouvelle fois ce détournement du salaire socialisé : ces cotisations doivent servir à indemniser les privé.es d'emploi, pas à financer les politiques gouvernementales coercitives vis-à-vis des chômeurs et chômeuses. Pire, l'État prive encore l'UNEDIC de près de 12 milliards d'euros d'ici 2026 en ne compensant pas les exonérations de cotisations.

La sous-traitance reste massive : **près de 466 millions d'euros consacrés à des prestataires privés**. Agil'Cadre, la sous-traitance du 3995 ou de la prospection illustrent une privatisation rampante des missions du service public de l'emploi. La CGT exige l'arrêt de ce recours au privé et l'abrogation de la loi Plein emploi, qui ouvre la porte à la prise en charge des chômeurs par les agences d'intérim.

Côté salaires, la hausse prévue de 2 % en 2025 ne couvre même pas l'inflation !

Les effectifs, eux, ne suffisent pas : les équipes sont déjà surchargées et devront encore absorber 1,5 million de nouveaux.elles inscrit.es. Le "plan d'efficacité" prévoyant le « redéploiement » de 3 700 équivalents temps plein d'ici 2027 annonce des mobilités forcées et une dégradation des conditions de travail. La CGT défend au contraire la titularisation des précaires et la création d'équipes stables pour faire face aux besoins réels.

Avec la loi Plein emploi, les seules mesures réellement mises en œuvre seront la radiation, la sanction et la privatisation. La CGT appelle donc à rejeter cette logique destructrice, à revendiquer un véritable service public de l'emploi, financé, humain et au service des travailleurs.

**Un autre service public  
de l'emploi est possible**



### En bref

#### L'ESSONNE SONNE LE GLAS DU GLO

Lors de la réunion du CSE de septembre, nous avons interrogé la Direction sur la fin de l'accompagnement Global dans les agences du département de l'Essonne. « Nous n'avons pas d'information dans ce sens, et vous pensez bien que si cela était le cas, nous le saurions déjà », nous a-t-on répondu. Et pourtant... le Conseil départemental 91 se dit à cours de ressources et c'est l'action sociale qui en fait déjà les frais. Début octobre, les E.L.D. des agences essonniennes ont officiellement demandé aux équipes de plus intégrer de demandeurs sur le GLO, qui est voué localement à disparaître dès la fin de cette année.

C'est un bien mauvais signal donné quelques mois à peine après le démarrage du Réseau pour l'Emploi. L'éco-système France Travail dysfonctionne déjà dans l'Essonne et il y a fort à craindre que cela soit bientôt le cas dans les départements les plus pauvres, notamment dans notre région...

#### LA FIN DE GLADY ET LE RETOUR D'ACL

À la suite du vote du CSE fin juillet pour mettre un terme au contrat nous liant à Glady, devenu Pluxee depuis, le CSE s'est positionné sur le choix de retourner vers le précédent prestataire (ACL) pour l'année 2026. Nous regrettons que cette décision ait dû être prise une nouvelle fois dans l'urgence, et nous avons rappelé combien il est important que l'ensemble du CSE (et en particulier les élu.es FO), réinterroge son fonctionnement et donc son règlement intérieur.

### **Crime homophobe : rompre le silence !**

La CGT France Travail IDF dénonce l'omerta autour du meurtre de notre collègue conseiller du CRE de Paris, l'une des 4 victimes d'un criminel homophobe cet été à Choisy le Roi. Aucune communication n'a été faite par la Direction Régionale, auprès des agent.es et notamment de ses collègues les plus proches. Aucun témoignage de compassion, ni d'empathie auprès du collectif de son site. Aucune publication sur Intranet. Ne pas mettre les mots sur ce qui s'est passé, c'est invisibiliser la mort de notre collègue. Une information, pour celles et ceux qui seraient tenté.es de croire que l'homophobie serait en déclin : le nombre de crimes homophobes et transphobes enregistrés en 2025 est deux fois supérieur à celui de 2020 !

Il ne faut pas se taire : au contraire, il importe de dénoncer avec clarté le caractère homophobe de ces meurtres, et mettre en œuvre des actions de sensibilisation et d'information auprès des collègues et des usagers

### **Nouveau référentiel Immobilier : toujours moins de bureaux**

La direction poursuit sa logique de réduction des coûts et revoit donc la taille des agences à la baisse. Cette économie se fera sur la surface consacrée aux bureaux individuelles, aux vestiaires et à la salle de pause. La direction régionale explique ce choix par le recours au télétravail et le taux d'absentéisme (entraînant une présence sur site inférieure à 50% de l'effectif). Pourtant nous constatons que les ELD réduisent souvent le nombre de jours de télétravail et donc les tensions ponctuelles sur ces espaces risquent d'augmenter. Les surfaces qui augmentent sont essentiellement les espaces d'accueils collectifs. Nous le constatons déjà, la taille des portefeuilles GUI ne permettent plus de recevoir nos usager.es en individuel, si ce n'est pour signer des contrats d'engagements. Pour « compenser », la direction multiplie les réunions collectives, GPF, PRV, SAE et vise le traitement de masse. La qualité du service rendu s'en trouve inévitablement affecté, tout comme les conditions de travail. Ce nouveau référentiel adapte l'immobilier à la fin de l'accompagnement tel que nous l'avons connu, fin de la personnalisation et des parcours adaptés. La CGT le condamne vivement.

### **Agression à Bondy**

Le 1<sup>er</sup> octobre, vers 10 heures, un usager a agressé deux agent.es en situation d'accueil (AIC et MANAC). Notons que son indemnisation est suspendue depuis six mois, sans qu'il n'ait pu avoir d'informations précises sur son dossier à la suite des investigations du service fraude. Ces éléments n'excusent en rien son geste, mais interrogent sur la façon dont ces situations sont gérées par France Travail et comment elles nous exposent à des risques d'agressions. Dans l'agence, l'émotion est grande. Cet usager n'a pas été interpellé et a menacé de revenir en agence lors d'un contact au 3949. Aujourd'hui le collectif travaille dans la peur, l'accueil du public ayant repris en début d'après-midi. A noter : la veille, c'était le dernier jour de la présence d'un agent de sécurité...

Les réponses de la direction ne nous apparaissent pas être à la hauteur des enjeux, que ce soit sur la gestion de cette agression ou sur la prévention des risques d'agressions dans l'ensemble du réseau. Les élu.es CSE ont voté à l'unanimité un nouveau temps d'échange sur ce sujet lors du prochain CSE afin de réinterroger la situation à Bondy et l'ensemble du réseau. Affaire à suivre donc !

### **ZENITH : pour le meilleur ? Ou pas...**

La direction se lance dans la transformation de SIGMA, outil au centre de la gestion du dossier des usager.es. Dans un contexte d'austérité budgétaire, le moment est venu de faire le grand saut. Cette transformation qui doit nous permettre de faire des économies sur les 20 millions versés chaque année à IBM, aurait pour but de faciliter le partage des données avec le réseau pour l'emploi. On voit où la direction veut en venir... Pour assurer la mise en œuvre, 11 agent.es d'Ile de France vont devoir bosser 4 jours lors du pont du 11 novembre. Pas de retour en arrière possible !

Les fuites de données depuis la création de FT se sont multipliées et les victimes se comptent en millions. Alors que l'inscription à FT est devenue obligatoire pour de nombreuses personnes, notre priorité devrait être la sécurité des données personnelles que nous recueillons.

Tous nos dossiers sur <http://peidf.reference-syndicale.fr/>

**Suivez-nous:**

Sur **Facebook** : <https://fr-fr.facebook.com/profile.php?id=61571735217453>

Sur **Youtube** : <https://www.youtube.com/@cgtfrancetravailidf>

Sur **Instagram** : <https://www.instagram.com/cgtftidf/>



Contactez-nous sur [syndicat.cgt-idf@francetravail.fr](mailto:syndicat.cgt-idf@francetravail.fr)